

Le salut public par la démocratie populaire

Tableau explicatif du concept de démocratie populaire Appel anti-atomique du PCF de 1950 La démocratie populaire suppose que le peuple puisse participer sans intermédiaire à l'administration de l'État Un ordre nouveau, antifascistedémocratique, implique l'appropriation populaire des médias La mobilisation du peuple en armes à l'exemple de Madrid La force du droit dans la question des artisans et des commerçants Programme de la Démocratie Populaire pour une base de discussion Prière des veuves et des mères La démocratie populaire en Tchécoslovaquie Front populaire et démocratie populaire

revue pour de nouvelles institutions

Février 2021 - I

éditorial

« Votre droit n'est que la volonté de voter classe érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de votre classe », c'est ainsi que, s'adressant à la bourgeoisie, Marx et Engels ont caractérisé le droit bourgeois dans le Manifeste du Parti communiste.

Le droit est ainsi la volonté érigée en loi de la classe qui domine une société donnée, à une époque historique donnée. Le droit est le reflet des conditions économiques de la société. Il n'y a pas de droit absolu ou naturel. Ce sont les rapports économiques de la société qui définissent le droit.

La France du 21e siècle subit les premiers effets de la crise du capitalisme, les masses travailleuses demeurent passives, mais la bourgeoisie peine à cacher sa propre décadence.

Dans la France du début du 21e siècle, la tendance démocratique-bourgeoise née du compromis historique qui a suivi la seconde guerre impérialiste mondiale est **en profond recul**. Le droit exprime la crispation de la bourgeoisie, dans une période de renforcement des monopoles.

Il lui faut opposer le droit de la démocratie du peuple. La revue Salut public par la démocratie populaire vise à l'élaboration d'un tel droit.

Basé sur les rapports économiques d'une France en accord avec les valeurs démocratiques portées par sa population, ce droit entérinera la volonté de la grande majorité du peuple, sous le pouvoir dirigeant de la classe ouvrière.

- ► Tableau explicatif du concept de démocratie populaire page 3 ◀
 - ► Appel anti-atomique du PCF de 1950 page 6 ◀
- ► La démocratie populaire suppose que le peuple puisse participer sans intermédiaire à l'administration de l'État page 7 ◀
 - ► Un ordre nouveau, antifasciste-démocratique, implique l'appropriation populaire des médias page 9 ◀
- ► La mobilisation du peuple en armes à l'exemple de Madrid page 14 ◀
- ► La force du droit dans la question des artisans et des commerçants page 15 ◀
 - ▶ Programme de la Démocratie Populaire
 - pour une base de discussion ● page 17 ◀
 - ▶ Prière des veuves et des mères page 23
 - ► La démocratie populaire en Tchécoslovaquie page 24 ◀
 - ► Front populaire et démocratie populaire page 38 ◀

Tableau explicatif du concept de démocratie populaire

Le tableau est divisé en trois parties, présentant pour différentes catégories les différences substantielles entre trois types de régime. Il a comme but de cerner les valeurs qui sont mises en avant par tel et tel régime, qui sont en fait au cœur même de ces régimes. Si, en effet, les valeurs d'un certain type de régime prédominent au sein d'un autre type régime, alors il y aura un processus de modification du régime afin de correspondre aux valeurs dominantes. Cela marche dans un sens comme dans l'autre, pour une révolution comme pour une restauration, ou encore une contre-restauration.

Il va de soi qu'un tel tableau ne peut qu'être amélioré, au fur et à mesure des expériences, des concrétisations, des avancées historiques. Cela forme toutefois déjà un panorama pouvant largement servir d'inspiration.

Il va de soi également que sur le plan historique, l'ensemble des valeurs ne saurait progresser dans la société – dans un sens ou dans l'autre – de manière uniforme. Le développement inégal est inévitable. Les avancées sur la question animale sont par exemple absolument primordiales pour le camp de la démocratie populaire : aucune société figée au sujet de cette question ne peut aller dans le bon sens. De la même manière, il est bien connu que, lorsque des avancées ont été obtenus, c'est dans le domaine de la culture que sont toujours très actives les forces qui veulent faire partir la roue de l'Histoire dans le mauvais sens.

Ce qui ressort en fin de compte, c'est la question du mode de vie et de la vision du monde. Il n'y a pas d'avancée historique pour une société sans que ces deux aspects – qui forment une contradiction – ne soient transformés. Travailler sur le mode de vie permet de modifier la vision du monde, changer la vision du monde permet la transformation du mode de vie. Il y a ici une interaction exigeant de ne pas faire un fétiche de l'un ou de l'autre et le tableau est ici très utile pour avoir une vision d'ensemble.

L'État démocratique-populaire représente le pouvoir des travailleurs, de la grande majorité du peuple, sous le rôle dirigeant de la classe ouvrière. Georgi Dimitrov

CATÉGORIE	SOUS-CATÉGORIE	DÉMOCRATIE BOURGEOISE	DÉMOCRATIE POPULAIRE	
POLITIQUE		Domination de la classe bourgeoise Passivité des masses et pauvreté de la société civile	Domination des masses populaires, soviets	
	Armée	Spécialisation et séparation de la société civile	Armée populaire	
	Femmes	Subordonnées, passives	Dirigeantes, actives	
	Éducation	Reproduction de classe	Résolution intellectuel/manuel Fin de la conception des choses isolées	
ÉCONOMIE		Propriété privée, crises	Démantèlement des monopoles Subsistances de petites structures privées Fin de la concurrence marchande	
	Agriculture	Monoculture, destruction et anthropocentrisme	Agriculture biologique de masse Débat sur le véganisme	
	Industrie	Anarchique, polluante, guerre, science dévoyée	Contrôle d'État, ré-industrialisation recyclage généralisé	
	Service	Esclavage moderne	Fin des services parasitaires Rapports démocratiques	
	Commerce Extérieur	Impérialisme	Contrôle d'État	
		Indifférence, darwinisme, cannibalisme	Responsabilisation sociale	
	Travail	Exploitation et aliénation	Implication, organisation à la base Épanouissement	
	Famille Reproduction	Poids de l'héritage / rapports d'intérêts Eugénisme / désir égoïste	Rapports démocratique entre générations Biodiversité humaine, produit de l'amour	
SOCIAL	Logement	Idéal pavillonnaire, enfermement Éloignement vie sociale, cages urbaines	Habitat collectif à taille humaine, nature	
	Santé	Mode de vie dégradé (addictions, sédentarité Malbouffe, pollution, stress en tout genre)	Exigence collective pour un environnement viable	
	Transports	Civilisation de la voiture, contradiction ville/campagne	Transport en commun quotidien pour tous	
	Communication	Égocentrisme, publicité, marchandisation	Vecteur culturel et démocratique	
		Écocide généralisé	Prise en compte de la biosphère	
	Animaux	Extermination massive Objets	Libération Refuges	
	Océans	Pollution massive	Nettoyage et réparation	
		Acidification	Études des phénomènes de rétroaction	
ÉCOLOGIE		Bouleversement des courants	Limitation de l'activité humaine marine	
	Montagnes	Pollution, anthropisation, sur-fréquentation	Programme similaire aux océans	
	Zones humides	Destruction généralisée	Programme de réhabilitation et pédagogie	
UNIVERS		Exploration spatiale pragmatique anthropocentrée	Nettoyage de l'espace Programme de recherche de la vie extraterrestre	
		Standardisée, marchande, élitiste	Accessible, populaire	
CULTURE	Arts	Subjectivisme, abstraction	Réappropriation de l'héritage classique Réalisme	
	Sport	Non généralisé, marginal, spectaculaire Dopage, corps malmenés Individualisme	Accès général au sport Discipline, connaissance de la physiologie Collectif	
	Voyage	Fuite en avant, consumérisme, superficialité	Contrôle d'État	
	Sexualité	Consommation, patriarcat, infidélité	Romance/désir, couple durable	
VALEURS GUIDES		Individualisme Compétition Atomisation	Coopération Solidarité Collectivité	

CATÉGORIE	SOUS-CATÉGORIE	DÉMOCRATIE POPULAIRE	SOCIALISME	
		Domination des masses populaires, soviets	Dictature du prolétariat	
POLITIQUE	Armée	Armée populaire	Armée rouge	
	Femmes	Dirigeantes, actives	Équilibre harmonieux	
	Éducation	Résolution intellectuel/manuel Fin de la conception des choses isolées	Généralisation de l'étude du matérialisme dialectique	
ÉCONOMIE		Démantèlement des monopoles Subsistances de petites structures privées Fin de la concurrence marchande	Propriété sociale généralisée Développement harmonieux	
	Agriculture	Agriculture biologique de masse Débat sur le véganisme	Agriculture végétale généralisée	
	Industrie	Contrôle d'État, ré-industrialisation recyclage généralisé	Planification généralisée et Résolution contradiction ville/campagne	
	Service	Fin des services parasitaires Rapports démocratiques	Collectivisation des tâches	
	Commerce Extérieur	Contrôle d'État	Rapport mutuel avec pays démocratiques populaires Échange ciblé avec les pays capitalistes	
		Responsabilisation sociale	Collectivisme	
SOCIAL	Travail	Implication, organisation à la base Épanouissement	Épanouissement Résolution contradiction intellectuel/manuel	
	Famille Reproduction	Rapports démocratique entre générations Biodiversité humaine, produit de l'amour	Famille nucléaire subordonnée à la collectivité	
	Logement	Habitat collectif à taille humaine, nature	Résolution contradiction ville/campagne	
	Santé	Exigence collective pour un environnement viable	Mode de vie sain	
	Transports	Transport en commun quotidien pour tous	Approfondissement technologique Résolution contradiction ville/campagne	
	Communication	Vecteur culturel et démocratique	Résolution contradiction intellectuel/manuel	
		Prise en compte de la biosphère	Vers l'harmonie	
ÉCOLOGIE	Animaux	Libération Refuges	Sanctuaires avec corridors écologiques	
	Océans	Nettoyage et réparation Études des phénomènes de rétroaction Limitation de l'activité humaine marine	Sanctuaires et planification	
	Montagnes	Programme similaire aux océans	Sanctuaires et planification	
	Zones humides	Programme de réhabilitation et pédagogie	Sanctuarisation totale	
UNIVERS		Nettoyage de l'espace Programme de recherche de la vie extraterrestre	Réalisation du programme de colonisation spatiale	
CULTURE		Accessible, populaire	Universelle	
	Arts	Réappropriation de l'héritage classique Réalisme	Réalisme socialiste	
	Sport	Accès général au sport Discipline, connaissance de la physiologie Collectif	Essentiel	
	Voyage	Contrôle d'État	Rideau de fer et internationalisme	
	Sexualité	Romance/désir, couple durable	Harmonie	
VALEURS GUIDES		Coopération Solidarité Collectivité	Symbiose Harmonie Vers le Communisme	

Un appel du Comité Central du Parti Communiste Français Paris, 1^{er} décembre 1950

Pour empêcher le massacre atomique, pour sauver la paix, UNION ET ACTION DE TOUS

Dans une déclaration monstrueuse, le président [américain] Truman vient de menacer le monde de l'emploi immédiat de la bombe atomique.

L'humanité toute entière, dans un sursaut d'émotion, fait entendre ses cris de protestation, de colère et d'indignation.

La guerre atomique commencée en Corée et en Chine par les impérialistes américains, ce serait le déclenchement du cataclysme dans tous les pays, le massacre horrible des femmes, des enfants et des populations civiles.

La France, encore meurtrie par les graves blessures de la dernière guerre, connaîtrait des dévastations, des ruines et des hécatombes, sans précédent dans son histoire.

Le Parti Communiste Français appelle tous les Français et toutes les Françaises, sans distinction d'opinions politiques et de croyances religieuses, à se dresser unanimes contre le crime et à unir leurs efforts pour l'empêcher.

Que de chaque usine, de chaque atelier, de chaque chantier, de chaque village, de chaque quartier de nos villes montent immédiatement les protestations solennelles de tous les hommes de paix.

Que partout des délégations et des messages soient envoyés à l'ambassade des États-Unis, à l'Organisation des Nations-Unies et aux élus du peuple, quels qu'ils soient.

Que la France entière unanime contraigne le gouvernement à se dresser contre le crime qui se prépare et à se prononcer pour un règlement pacifique immédiat de la guerre de Corée, pour une réunion rapide des grandes puissances, pour la renonciation sans aucune équivoque à l'utilisation des armes atomiques et d'extermination du genre humain.

La paix est le bien de tous

L'union et l'action de tous doivent sauver la paix

La démocratie populaire suppose que le peuple puisse participer sans intermédiaire à l'administration de l'État

Le terme de peuple ne désigne pas ici la population de la France prise dans son ensemble. Car pour que l'intérêt général - c'est-à-dire l'intérêt commun au plus grand nombre, pratiquement l'intérêt de tous – puisse se réaliser, <u>les forces anti-démocratiques doivent être écartées des institutions</u>.

Dans la démocratie bourgeoise, l'État est l'instrument du pouvoir de la classe dominante, si bien que, même si un compromis existe et que des concessions sont faites aux autres couches de la société, la bourgeoisie règne sans partage.

Et du fait de la concentration toujours plus intense du capital et de la crise générale du capitalisme, la bourgeoisie est de plus en plus agressive, arc-boutée sur les instruments de sa domination. Dans le même temps, des pans toujours plus larges de la société se trouvent contraints de travailler pour une frange toujours plus étroite de celle-ci.

La classe ouvrière est la classe de notre époque. Elle accueille, en son sein, de plus en plus les individus atomisés par le mode de vie qu'imprime le capitalisme sur le pays. Pour autant, les intérêts de la classe ouvrière ne sont pas opposés à ceux des autres travailleurs : des employés, des techniciens, des agriculteurs, des artisans, des commerçants, des fonctionnaires et des cadres...

La classe ouvrière porte la collectivité. Elle affirme la démocratie du peuple, dans sa réalité concrète.

La démocratie n'est pas une abstraction : elle s'incarne par le peuple, qui participe sans intermédiaire à l'administration de l'État. C'est pourquoi, en plus de la condition de résidence, ne peuvent être élus dans les organes décisionnels de la démocratie populaire que des personnes relevant du peuple travailleur au sens large.

Cette orientation populaire définit le caractère, les traits de la démocratie populaire.

La démocratie populaire n'est pas une démocratie parlementaire formelle. Dans celle-ci, des représentants des citoyens, députés ou sénateurs, décident en lieu et place du peuple sans contrôle. Des agents publics, fonctionnaires ou assimilés, coupés des masses travailleuses, exécutent quant à eux les décisions de l'État.

Pour la république bourgeoise, le pouvoir législatif appartient aux citoyens, forme d'individus prétendument neutre vis-à-vis des intérêts de classe. Ils exercent leur pouvoir de créer les lois par l'intermédiaire de leurs représentants élus, eux-mêmes prétendument neutre des intérêts de classe.

Ces représentants se sont les députés et les sénateurs. Ils exercent leurs mandats à Paris, sans connexion directe avec le territoire où ils se sont fait élire. De là, avec leurs pairs, ils décident de lois qui s'appliqueront à tous, sur tout le territoire national. Pour tout contrôle, les citoyens ne peuvent que décider de voter pour un autre.

Le peuple travailleur n'est pas représenté dans ce pouvoir législatif car, quand bien même le député serait ouvrier, il est inféodé aux institutions de la bourgeoisie.

La bourgeoisie exerce ainsi sa domination locale au travers des élus qu'elle place dans les conseils municipaux et intercommunaux, les conseils départementaux et régionaux, les conseils économiques, sociaux et écologiques régionaux. Les ministres, députés et sénateurs décident au niveau national des lois et des règlements que les préfets et leurs homologues de tous les ministères font appliquer – avec plus ou moins de rigueur en fonction des intérêts circonstanciés de la classe dominante – au plus près des citoyens par l'action des agents publics.

L'administration de l'État, avec ses ministères, ses collectivités locales, ses hôpitaux et toutes les entreprises publiques, s'exerce par les missions de travailleurs maintenus à part. Les agents publics, fonctionnaires, contractuels des administrations ou salariés des établissements et entreprises publics, quel que soit leur statut, exécutent les décisions de l'État.

Ils sont intégrés aux rouages d'une bureaucratie complexe et non-démocratique. Éloignés des citoyens, ils ne répondent de leurs actes que devant leur hiérarchie et, en dernier ressort, uniquement devant les juridictions internes de l'État bourgeois.

En démocratie populaire, la réalisation des lois et décrets repose sur des gens choisis par le peuple pour une mission déterminée. Il y a donc fusion du mandat électif et de la mission de service public en une fonction démocratiquement supérieure.

Aux institutions et administrations publiques présentes aux différentes échelles territoriales de la république bourgeoise se substituent les organes du nouveau régime démocratique-populaire. Par ces organes, la population décide des modalités de mise en œuvre des décisions de l'État et les exécute. De la commune à l'État national, le pouvoir démocratique populaire s'exerce par le peuple.

Les masses travailleuses façonnent un espace réellement démocratique en décidant localement des moyens à mettre en œuvre pour appliquer leur politique. Ainsi, par exemple, s'il est décidé au niveau national de réduire par deux le nombres de nouveaux cas de diabète de type II dans les cinq années à venir, les organes locaux de la démocratie populaires pourront décider l'interdiction de la production et de la vente de tel produit sucré sur le territoire, de lancer une campagne de communication pour promouvoir la diététique, de la construction d'une installation sportive dans tel quartier, etc.

Constitués par le peuple travailleur et élus par lui, ces organes sont sous son contrôle intégral. Tout membre peut ainsi être révoqué à tout moment. La réflexion quant à l'élaboration de ces organes, qui constituent le nouveau droit et que le nouveau droit met dialectiquement en place, est la grande tâche révolutionnaire.

La démocratie populaire naît à travers les contre-pouvoirs populaires qui doivent, finalement, renverser l'ancien État et instaurer le nouveau régime. La démocratie se développe, porté par le peuple, qui prend enfin les commandes de la société. ◊

Un ordre nouveau, antifasciste-démocratique, implique l'appropriation populaire des médias

Lorsqu'une économie est en crise, elle provoque d'intenses soubresauts et ceux-ci conduisent certaines forces à prendre le dessus. Or, il n'est guère de forces organisées, à part celles qui relèvent d'un haut niveau d'intervention dans l'économie. Les travailleurs sont atomisés, dispersés, de par leurs conditions de travail, mais également de par leurs mentalités influencées par la concurrence sur le monde du travail, l'individualisme de la consommation.

Seules des multinationales, des entreprises de type monopoliste, des banques ont la capacité d'influencer l'économie par leur poids économique, leur capacité de corruption sur les cadres étatiques au moyen d'un intense va-et-vient entre l'appareil d'État et leurs propres structures de décision. Seuls les grands capitalistes peuvent asseoir un véritable réseau médiatique façonnant l'opinion publique.

Le Groupe Rossel La Voix, c'est notamment le contrôle de la presse quotidienne suivante : La Voix du Nord, Nord Éclair, Nord Littoral, Courrier picard, L'Aisne nouvelle, l'Union-L'Ardennais, L'Est-Éclair, Libération Champagne, Paris-Normandie. C'est également le contrôle de la presse régionale suivante : La Semaine dans le Boulonnais, L'Avenir de l'Artois, L'Écho de la Lys, L'Indicateur des Flandres, Le Journal des Flandres, Le Phare dunkerquois, Les Échos du Touquet, Le Journal de Montreuil, Le Réveil de Berck, Le Messager, L'Essor savoyard, La Savoie, La Tribune républicaine, Le Pays gessien.

Est Bourgogne Rhône Alpes, c'est notamment le contrôle de la presse quotidienne suivante : L'Alsace, Le Bien public (en Côte-d'or), Le Dauphiné libéré, Vaucluse matin, Dernières Nouvelles d'Alsace, L'Est républicain, Le Journal de Saône-et-Loire, Le Progrès (Ain, Haute-Loire, Jura, Loire, Rhône), Le Républicain lorrain, Vosges Matin. C'est également le contrôle de la presse régionale suivante : La Presse de Gray, La Presse de Vesoul, La Tribune de Montélimar.

Le démantèlement de ces grands groupes de presse est un devoir démocratique qui coule de source. Il est impossible de laisser les grands capitalistes choisir la diffusion ou la non-diffusion des informations. Naturellement, cette diffusion ou non-diffusion se déroule de manière indirecte, au sens où les grands capitalistes ne commandent pas de manière militaire la presse qu'ils possèdent. Le phénomène est plus complexe, de nature indirecte, avec une formation particulière de journalistes, des mentalités forgées en un certain sens chez eux, une volonté de plaire ou de satisfaire les propriétaires de la presse, etc.

Cela ne change rien au problème de fond et la présentation de présentation des médias réalisé par Acrimed et Le Monde diplomatique, très connu, montre l'ampleur de la tâche à accomplir.





Le démantèlement de l'empire médiatique des grands capitalistes présente donc deux défis. Tout d'abord, il faut remplacer l'organisation privée réalisée par les grands capitalistes par une forme démocratique. Il s'agit de savoir par laquelle.

Ensuite, il faut que les journalistes et les reporters s'appuient sur de nouvelles mentalités, qu'ils se tournent vers la démocratie et non pas vers le style décadent imposé par le capitalisme moderne. Il est bien connu que la presse moderne a une approche très particulière des faits et des gens, avec un mélange de mépris pour le peuple et de racolage populaire, de soutien aux puissants et de légitimisme opportuniste.

Enfin, tout cela implique que le peuple ait un droit de regard sur la presse, les radios, les chaînes de télévision, qu'il puisse les utiliser s'il considère qu'il en a le besoin.

Les questions qui se posent.

Qui doit être propriétaire des médias?

Qui doit diriger les médias et les contrôler?

Qui doit former les journalistes et les reporters?

Quels sont les droits du peuple à intervenir dans les médias?

Qui doit être propriétaire des médias?

Le démantèlement des regroupements de médias appartenant aux grands capitalistes ne saurait impliquer un retour en arrière à des médias mis en concurrence, puisque le même processus de concentration se produirait. De plus, cela ne permettrait pas un contrôle populaire, puisque les médias relèveraient de la propriété privée.

Il faut par conséquent que les regroupements de médias soient unifiés en un seul grand appareil médiatique, appartenant juridiquement à la société. Ce n'est qu'ainsi que celle-ci aurait réellement un droit de regard sur les médias et pourrait les organiser selon ses besoins réels.

Qui doit diriger les médias et les contrôler?

Le peuple ne peut pas gérer la presse, les radios, les chaînes de télévision, il faut un appareil organisé pour cela. Cependant, les orientations de cet appareil doivent être choisies par le peuple. Cela signifie qu'il est nécessaire de mettre en place un système démocratique où les masses peuvent s'impliquer et donner leur avis quant à la programmation des radios et de la télévision, ainsi qu'à l'organisation des journalistes et des reporters.

Cela présuppose un média qui soit uniquement tourné vers le débat démocratique concernant la presse, les radios, la télévision. Ce média recueillerait les avis, les synthétiserait, en ferait part, présenterait les tenants et aboutissant des questions qui se posent, des exigences pratiques, etc.

Qui doit former les journalistes et les reporters?

L'existence d'un média comme moyen de s'informer sur la réalité concrète des médias, sur leur nature, leur organisation, les choix à prendre... implique qu'il y ait un personnel démocratique dédié à cela. Sa tâche serait aussi immanquablement de former les journalistes et les reporters. Ceux-ci doivent se tourner vers le peuple, être capables de suivre sa vie quotidienne, de parler de sa réalité concrète. C'est tout à fait différent de médias au service des grands capitalistes.

Quels sont les droits du peuple à intervenir dans les médias ?

Les médias parlant du peuple doivent être jugés par le peuple et de même que les médias ont différents niveaux d'action · régionale et nationale, radio ou télévision, spécialisé ou non ·, les interventions du peuple doivent être calibrés à ce niveau. Il est évident par exemple qu'une radio spécialisée dans la musique classique va avoir une intervention surtout portée par des amateurs de musique classique. Il faut alors que se mette en place un moyen d'évaluer cette radio, que des bilans soient tracés, que tous les choix surtout soient rendus publics.

Le défi démocratique

Une appropriation par le peuple des médias, le contrôle de ceux-ci, la mise en place d'un cadre démocratique, au service du peuple et supervisé par le peuple... est un défi démocratique. Il exige une réelle participation des plus larges masses. La moindre passivité refléterait un déficit démocratique et accélérerait ce déficit démocratique. Pour cette raison, on peut penser qu'il n'y aurait pas autant de médias que dans le cadre de la concurrence des grands capitalistes. Ce qu'il s'agit d'éviter, c'est la formation de sortes de petits « royaumes indépendants », ce qui serait un accaparement d'une propriété populaire, mais également une menace pour l'ordre démocratique populaire, dans la mesure où un espace échapperait aux choix du peuple.

Le rôle de l'État

Il ressort de l'exigence de la mise en place d'institutions populaires pour la presse, la radio, la télévision, les médias en général... que c'est à l'État d'agir en premier lieu en ce sens et de généraliser les mobilisations des masses. Sans cela, ce seront les éléments liés aux grands capitalistes qui tenteront de récupérer les médias en s'appuyant sur leurs connaissances et leurs capacités. Il faut que l'État démocratique-populaire procède au démantèlement, agence une réorganisation et confie celle-ci aux masses dont l'intervention sera nécessairement toujours croissante.

La mobilisation du peuple en armes à l'exemple de Madrid



À l'occasion du coup d'État fasciste d'octobre 1936 en Espagne, les milices antifascistes ouvrières et paysannes organisées par le Parti Communiste d'Espagne en 1934 se transforment en cinq régiments.

L'un d'entre eux, le 5° régiment, dit le régiment d'acier, joua un rôle essentiel dans la défense de Madrid en novembre de la même année.

Mao Zedong note la signification de cette expérience, formant le principe de guerre du peuple.

« Maintenant que la défense de Wouhan et d'autres endroits est devenue un problème si urgent, notre tâche la plus importante, c'est de développer pleinement l'activité de l'armée et du peuple pour soutenir la guerre.

Il n'y a pas de doute, nous devons poser sérieusement le problème de la défense de Wouhan et d'autres endroits et nous mettre sérieusement à la tâche. Mais la question de savoir si finalement nous réussirons à les défendre dépend non de notre volonté subjective mais des conditions concrètes.

La mobilisation politique de l'armée et du peuple tout entiers pour la lutte est l'une des plus importantes de ces conditions concrètes. Si nous ne nous employons pas à réaliser toutes les conditions nécessaires, si même une seule de ces conditions fait défaut, il se produira inévitablement ce qui s'est passé à Nankin et en d'autres endroits que nous avons perdus.

Où sera le Madrid chinois? Il sera là où seront créées les mêmes conditions qu'à Madrid.

Nous n'avons pas eu jusqu'ici un seul Madrid, mais maintenant nous devons en créer plusieurs. Cependant, la possibilité de le faire dépend entièrement des conditions. Et la plus fondamentale d'entre elles, c'est une large mobilisation politique de toute l'armée et de tout le peuple. »

La force du droit dans la question des artisans et des commerçants

La revue pdf *Le salut public par la démocratie populaire* vise quelque chose de très simple. Il s'agit de valoriser les rapports humains tout en faisant en sorte que, dans leur caractère multiple, ils permettent l'épanouissement des uns et des autres. Autrement dit, il s'agit de contribuer à l'établissement d'un droit qui soit à la fois celui des uns et celui des autres, et qui dans tous les cas permet à chacun de développer sa personnalité.

Le problème qui existe ici à l'arrière-plan, et qui justifie l'expression démocratie populaire, est qu'il existe des avantages et des désavantages dans l'existence de monopoles, ou si l'on veut de très grandes entreprises. Ces avantages tiennent à la mise en branle de très nombreuses forces, à grande échelle. Cela permet d'atteindre un niveau d'exigence, de qualité, de rendement, qu'on ne peut pas trouver si les activités étaient dispersées.

Inversement, on perd pratiquement tout sur le plan des rapports humains, on bascule dans un anonymat désespérant et les gens font face à des machines efficaces mais dénuées de compréhension de ce qu'est la chaleur humaine.

Si l'on veut ainsi chercher à exprimer cela sous la forme d'une question, on pourrait dire : comment le droit peut-il profiter du potentiel humain des artisans-commerçants et de l'exigence des monopoles ?

C'est que dans une société marquée par la domination des monopoles, les mentalités qui prédominent sont celles du pragmatisme. Il ne s'agit pas simplement d'un esprit bassement mercantile, propre au capitalisme. Le petit commerçant est par exemple tout à fait heureux d'avoir des rapports humains avec ses clients, et inversement. L'artisan est fier que son travail bien fait satisfasse la personne qui lui a demandé un travail. Le monopole est lui dans un rapport purement cynique; son service à la clientèle est froid et anonyme.

Or, cela dérange les gens. Commander quelque chose sur Amazon n'a pas la même chaleur qu'un achat dans une boutique et il y a tout un romantisme des échoppes, des petites rues commerçantes, des marchands pittoresques et des produits originaux, sélectionnés par un regard intelligent et cultivé.

La question est alors de savoir comment le droit peut faire en sorte, non pas d'humaniser les monopoles, mais de généraliser les rapports humains, c'est-à-dire d'imposer, si l'on veut, le monopole du rapport humain authentique. La question se présente sous des traits philosophiques, elle a cependant une réponse tout à fait concrète.

Un client a un avantage dans sa relation avec le monopole : il a la certitude d'un rapport formel, bien établi, pouvant être en sa défaveur mais relevant de normes. Il y a côté routinier, mécanique dans l'action du monopole. Il n'y a pas de surprises lorsqu'on établit un lien avec la FNAC, Darty, Orange, la SNCF, Ebay, Apple, etc.

Un client ne peut pas avoir le même rapport avec le cafetier, le garagiste ou le plombier et cela semble ici en sa défaveur. Chaque rapport est différent et le cafetier, le garagiste ou le plombier peuvent tour à tour être honnête ou malhonnête, sincère ou hypocrite, compréhensif ou bourru, rendant à chaque fois le service plus ou moins différent.

Il est évident que le droit doit ici intervenir, afin d'apporter à la fois de la cohérence et de la satisfaction. La cohérence, c'est de maintenir le niveau des monopoles établis, mais de les faire passer au service du peuple et, ce faisant, d'humaniser les rapports qui existent. Les artisans et commerçant ont ici un rôle à jouer. Ils peuvent contribuer à rétablir des relations meilleures de la part des monopoles, mais pour cela ils doivent cesser leur prétention à former des royaumes indépendants dans l'économie.

Pour dire les choses concrètement en prenant un exemple, les cafetiers doivent être soutenus dans leur activité indépendante où c'est leur dimension personnelle qui est au premier plan. Cependant, la majeure part de leurs revenus doit être fixe et déterminés par l'État les intégrant dans un monopole des cafetiers et rémunérant ceux-ci, avec des exigences universelles de qualité.

Cela signifie que le droit accorde aux cafetiers des assurances dans leur existence : ils ne relèvent plus des aléas du marché. Et en même temps le droit leur reconnaît des spécificités dans leur existence personnelle. Il faut alors une grille d'analyses, évidemment public, pour évaluer à leur juste mesure ces spécificités.

Programme de la Démocratie Populaire

- pour une base de discussion -

La France n'est pas un pays d'outre-tombe, c'est un cadre national où vit une population avec une culture, des activités économiques, sociales et culturelles. Cependant, toute chose obéissant à la loi de la contradiction, il existe une contradiction fondamentale en son sein, aboutissant au triomphe d'une tendance toujours plus anti-démocratique, consistant en le pouvoir des grandes entreprises, des monopoles.

Notre programme correspond aux exigences démocratiques et par conséquent aux tâches à exécuter face à ce qui est anti-démocratique, face aux monopoles. Il s'établit autour de nombreuses valeurs, dont les principales sont « personne ne doit être délaissé », « un haut niveau de culture doit être attendu de la part de chaque personne », « le peuple décide », « les moyens de servir le peuple », « il faut redonner sa place à la nature », « la vie doit devenir meilleure, elle doit devenir plus joyeuse ».

« Personne ne doit être délaissé »

Satisfaire les besoins de la société signifie rompre avec l'existence de privilèges de certaines couches sociales, privilèges arrachant qui plus est les possibilités matérielles de satisfaire les personnes dans le besoin. Par conséquent :

1) Est nationalisée (sans contrepartie) la totalité du secteur hospitalier, à tous les niveaux : il ne doit plus y avoir de présence du privé dans les hôpitaux et les cliniques sont transformées en hôpitaux, l'ensemble ne formant par conséquent plus qu'un seul organisme hospitalier national.

Les pharmacies, les médecins généralistes et spécialisés sont également intégrés à un nouvel organisme public national encadrant strictement les activités, les prix et la répartition des services de santé sur le territoire.

L'ensemble des personnes doit être traité de manière égalitaire dans l'accès aux soins. Le même accès, sur une base entièrement égalitaire, doit être la règle pour les personnes aux besoins spécifiques, notamment celles handicapées. L'ensemble des institutions s'occupant des personnes handicapées est donc également nationalisé (sans contrepartie).

Une vaste étude est immédiatement réalisée sur la situation générale concernant l'ensemble du secteur de la santé, afin d'évaluer les besoins, avec l'établissement d'un plan pour réaliser les projets nécessaires.

Une attention particulière est donnée à la santé mentale de la population, avec un plan d'action d'urgence spécifique pour lutter contre la consommation d'antidépresseurs, de somnifères, de drogues, contre l'alcoolisme et les addictions aux jeux. Les jeux d'argent sont interdits.

Une attention particulière est donné à l'hygiène alimentaire de la population, surtout de la jeunesse, avec un plan d'action d'urgence spécifique pour lutter contre le surpoids, le diabète et les maladies cardio-vasculaires induites.

Un nouvel organisme chargé de la sécurité sociale est mis en place, visant par une caisse de cotisation unique à une couverture maladie complète de l'ensemble de la population. Cet organisme, contrôlé démocratiquement par la population travailleuse, assume directement le rôle d'autorité sanitaire en charge des autorisations de mise sur le marché de l'ensemble des médicaments et produits médicaux ainsi que la fixation de leurs prix. Les assurances santé complémentaires sont interdites et démantelées.

2/ Est nationalisé (sans contrepartie) la totalité du secteur s'occupant des personnes âgées et des enfants en bas âge. L'ensemble des maisons de retraite et des crèches est intégré respectivement en deux organismes publics nationaux. L'accès aux crèches est garantie pour tous les parents travaillant.

3/ Est interdite la mendicité ainsi que les opérations privées d'assistance alimentaire de rue. Une banque alimentaire publique nationale est mise en place dont la mission est d'assurer strictement la possibilité de trois repas quotidiens de qualité pour chaque citoyen.

Est interdit le vagabondage et l'absence de domiciliation. Un organisme national disposant d'un vaste réseau de logements d'urgence est mis en place, rendant impossible l'absence de solution de logement. Une branche spécifique est dédiée aux femmes et aux enfants devant fuir une situation de violence sociale. Chaque chambre d'hôtel du secteur privé peut être réquisitionnée immédiatement (sans contre-partie) par cet organisme en cas de besoin spécifique ponctuel.

Des foyers d'insertion sociale-professionnelle sont mis en place et rendu obligatoires pour les personnes en situation de décrochage social et psychologique.

« Un haut niveau de culture doit être attendu de la part de chaque personne »

La culture est produite par un haut niveau de civilisation, mais les intérêts égoïstes et la décadence des classes dominantes amène à un retour de la barbarie. Rejeter le nihilisme et célébrer le réalisme, l'histoire populaire, exige des moyens.

Par conséquent :

- 1) L'ensemble des musées et des galeries est nationalisé (sans contrepartie). Les œuvres d'art et bâtiments considérés comme ayant de la valeur historique sont nationalisés (sans contrepartie).
- 2) L'ensemble des organismes d'études supérieures est nationalisé (sans contrepartie), ainsi que les grandes entreprises du secteur de la formation et la totalité des écoles privées hors contrat.

Le baccalauréat est désormais passé à 22 ans, les dernières années devant être profondément marquées par le travail manuel, cela également afin de profiter d'une plus grande maturité pour la compréhension des études dans les sciences humaines.

3) Dans chaque quartier, des centres culturels disposant de vastes moyens sont formés afin de permettre un accès aisé et gratuit aux activités culturelles et sportives les plus variées.

Des grandes institutions culturelles sont générées dans le pays, permettant des visites guidées organisées dans la jeunesse de tout le pays, autour des figures nationales : Honoré de Balzac, Abraham Bosse, Pierre et Marie Curie, Denis Diderot, Joachim Du Bellay, les frères Le Nain, Molière, Jean Racine, Jules Verne.

« Le peuple décide »

Un régime authentiquement démocratique doit disposer d'institutions solides, claires et transparentes. Des comités populaires sont ainsi organisés dans tout le pays à partir des entreprises, afin d'élire les différents organismes – par quartier, département, région – rassemblant les représentants de l'État central.

L'ensemble des anciens responsables de l'armée, de la police et des autres appareils d'État (tels que les préfets, hauts fonctionnaires) sont par conséquent démis de leur fonction, à moins d'affirmer leur soutien au peuple et en étant particulièrement encadrés ; l'ancien cadre étatique est démantelé.

Des commissions sont organisées afin de réorganiser la vie sociale, pour répondre aux besoins des services policiers et militaires, ainsi que juridiques, en prenant comme base la milice populaire et le tribunal populaire et public.

L'ancienne constitution est abolie et une nouvelle est débattue et votée par les masses, alors que le droit de vote et l'expression publique est à moyen terme privé aux personnes appartenant aux couches sociales relevant de la haute bourgeoisie, aux contre-révolutionnaires et à leurs soutiens, et que les voix de chaque personne travaillant comptent double.

« Les moyens de servir le peuple »

Afin de permettre au peuple d'effectuer les choix sociaux et économiques qui sont les siens, les secteurs permettant aux moyens de production de fonctionner sont nationalisés sans contrepartie. Il est ainsi procédé à la nationalisation (sans contrepartie) de l'ensemble du secteur bancaire.

Les banques décident, en effet, sur une base totalement anti-démocratique des investissements qu'elles font, n'obéissant qu'à la recherche du profit et nullement aux intérêts des masses. Une démocratie populaire authentique, pour satisfaire les besoins des masses, doit contrôler les banques, diriger les investissements, les orientant vers des productions positives.

Une nouvelle monnaie nationale est établie et contrôlée par une nouvelle Banque de France sous contrôle démocratique. Est organisé un débat populaire sur les seuils d'échange à effectuer avec l'ancienne monnaie, cela afin de correctement exproprier la haute bourgeoisie, le personnel dirigeant des monopoles et les mafias.

Il est également procédé à la nationalisation (sans contrepartie) de l'ensemble du secteur des assurances au profit d'un organisme public de sécurité sociale concernant le logement, les biens et la responsabilité civile et visant à remplacer l'ancien système d'assurance individuelle privée.

De manière cohérente, sont également nationalisées les principales entreprises de l'énergie et de la construction, des télécommunications et des transports. Un institut de la planification est mis en place afin d'établir un premier plan quinquennal.

Un organisme public national du logement est crée afin d'assurer les besoins de l'ensemble de la population et d'assurer un strict encadrement des loyers et des transactions immobilières. L'ensemble du parc de logement privé destiné à la location est nationalisé (sans contrepartie), ainsi que toutes les résidences privées autre que la résidence principale (sans contrepartie).

Enfin, la transparence des informations dans tous ces domaines est totale et le peuple est systématiquement appelé à participer et à décider des choix effectués au sein du plan. Tel est précisément l'esprit et le cœur de la démocratie populaire.

« Il faut redonner sa place à la nature »

La nature se voit reconnue en valeur en soi. Des sanctuaires naturels sont organisés dans le pays et les productions polluantes sont arrêtées le plus rapidement possible, ce qui suppose également un plan de sortie rapide du nucléaire, au profit notamment de l'énergie hydraulique.

Une vaste étude populaire est réalisée dans ce domaine.

Dans un premier temps, un vaste programme de recensement et de restauration des zones humides est mis en place ; leur destruction est rendue impossible sauf cas de force majeur nécessitant un débat démocratique national spécifique à chaque situation.

Un protocole très strict visant à limiter les constructions sur les emprises naturelles ou seminaturelles (champs, forêts, prairies, littoraux, alpages, etc.) est immédiatement mis en place, avec comme objectif de faire reculer l'étalement urbain.

Les élevages d'animaux sont entièrement nationalisés (sans contrepartie), ainsi que les entreprises liées à leur commercialisation ; un institut est mis en place afin de débattre de la condition animale.

20

L'ensemble des abattoirs est nationalisé (sans contrepartie) et la transparence est complète quant à leur existence. La production de fourrure est interdite, ainsi que la vivisection.

Un organisme public des animaux de compagnie est mis en place avec un passeport pour chaque animal de compagnie. Cet organisme national assure un vaste réseau de refuges, de fourrières et de soins vétérinaires, ainsi qu'une campagne active de surveillance et de lutte contre l'abandon et la maltraitance.

Les spectacles avec animaux sauvage (cirque, delphinarium), les courses hippiques, la corrida et les combats de coq sont interdits. Les animaux concernés sont immédiatement pris en charge par l'État central en vue de leur placement dans des sanctuaires. La chasse à courre est abolie et les équipages sont dissous. Tous les aspects relatifs à la chasse et la pêche sont directement intégrés à l'institut mis en place afin de débattre de la condition animale.

L'État prend le contrôle intégral du secteur de la distribution, ainsi que celui des grandes entreprises du secteur agricole. Cela est nécessaire afin de satisfaire l'accès des masses aux marchandises et à l'alimentation, et d'orienter celle-ci vers des produits sains, en rupture également avec les productions provoquant des dégâts à la nature et dans une discussion démocratique ouverte quant à l'emploi d'animaux.

« La vie doit devenir meilleure, elle doit devenir plus joyeuse »

Afin de faciliter la vie, de la rendre plus joyeuse, meilleure, un vaste plan de réorganisation des villes est mis en place, afin de former des communes populaires assumant le meilleur des villes et des campagnes et abolissant le pire des villes et des campagnes.

Ces communes populaires résument le programme de la démocratie populaire et doivent permettre, pas à pas, de dépasser la petite propriété, le petit commerce, la petite production, dont l'existence n'est pas remise en cause, mais saura être battue en termes d'efficacité et de résonance dans les cœurs et les esprits.

Au sein de la démocratie populaire, la petite propriété et le secteur démocratique seront en concurrence. Cependant, des mesures sont généralisées dans tout le pays.

Sur le plan productif, sont généralisées l'interdiction des heures supplémentaires, la limitation absolue du travail de nuit, l'égalité complète de salaires hommes-femmes, la limitation de l'échelle des salaires dans une proportion de 1 à 7.

Un grand débat populaire sur la durée légale du temps de travail et des congés payés, la retraite, ainsi que la nature et la durée des activités démocratiques au sein de l'entreprise, est immédiatement organisé dans le pays.

Les réseaux de prostitutions et de vente de drogue font l'objet d'une attention particulière de l'État central et sont harcelés par les comités populaires locaux de manière à les éradiquer à très court terme. Les auteurs de crimes sexuels, ainsi que de pillages et de meurtres sont frappés de la peine de mort.

Tout déménagement doit être validé par le comité départemental de la zone de départ et celui de la zone d'arrivée.

L'ensemble des personnels diplomatiques et des représentants d'autres pays sont expulsés, ainsi que tous les membres de la haute bourgeoisie d'autres pays, et toute personne susceptible d'activités d'espionnage. Toutes les personnes étrangères doivent se faire recenser et obtenir une autorisation de séjour.

Les frontières sont fermées dans les deux sens et les passages nécessitent une autorisation ; l'ensemble des traités militaires et politiques avec d'autres pays (OTAN, Union européenne, etc.) est rompu.

Le matérialisme dialectique pour la démocratie populaire

Le pouvoir des monopoles tend inévitablement à la suppression de toujours plus d'aspects démocratiques, au triomphe du capitalisme le plus agressif, à la suprématie du militarisme et du nationalisme.

Le Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste) porte le matérialisme dialectique, idéologie de la classe ouvrière, afin de proposer aux masses leur unification sous la bannière du Front populaire, contre le fascisme et la guerre, contre le pouvoir des monopoles.

Levant le drapeau rouge de l'internationalisme prolétarien, le PCF(mlm) affirme la valeur progressiste en France des masses populaires, met leur patrimoine culturel démocratique en avant et organise leur prise de conscience.





revue pdF <u>Crise</u> -Analyse de la seconde crise générale du mode de production capitaliste



Prière des veuves et des mères

Paul Éluard (lors de sa visite en 1949 dans la partie démocratique-populaire de la Grèce)

Nous avions accordé nos mains Et nos yeux riaient sans raison

Par les armes et par le sang délivrez-nous du fascisme

Nous bercions toute la lumière Et nos seins se gonflaient de lait

Laissez-nous tenir un fusil Pour tirer sur les fascistes

Nous étions la source et le fleuve Nous rêvions d'être l'océan

Donnez-nous juste le moyen de ne pas gracier les fascistes

Ils sont moins nombreux que nos morts nos morts n'avaient tué personne

Nous nous aimions sans y penser Sans rien comprendre que la vie

Laissez-nous tenir un fusil Et nous mourrons contre la mort.

La démocratie populaire en Tchécoslovaquie

Une victoire de l'unité des partis ouvriers

Rudolf Appelt

publié dans Unité, organe théorique du SED (Parti de l'Unité Socialiste), juillet 1946



Les élections parlementaires qui se sont déroulées le 26 mai 1946 en Tchécoslovaquie méritent une grande attention de la part du mouvement ouvrier socialiste international.

Premièrement, parce que les élections ont amené une majorité communiste – socialdémocrate. **Deuxièmement,** parce qu'elles ont condamné à l'échec l'espoir de la réaction interne et externe au pays à tourner en arrière la roue du développement progressiste en Tchécoslovaquie. Et **troisièmement**, parce qu'en raison de la grande victoire électorale, le Parti Communiste est devenu le parti incontesté et dirigeant.

Les élections parlementaires tchécoslovaques se sont déroulées une année après la libération de la domination hitlérienne, elles ont consisté en le jugement du peuple quant à la démocratisation touchant profondément le pays, et quant à la politique de chaque parti en particulier.

Partant de là, il est juste que le mouvement ouvrier socialiste des autres pays apprennent des choses de la politique et des expériences du mouvement ouvrier en Tchécoslovaquie.

Quelques chiffres sur les résultats des élections.

En Bohême-Moravie.

Parti Communiste	2 205 658 voix	40,17 %	93 mandats
Parti Social-démocrate	855 771 voix	15,59 %	36 mandats

En Slovaquie.

Parti Communiste	490 257 voix	30,48 %	21 mandats
Parti du Travail (proche de la social-démocratie)		3,11 %	3 mandats

Sur un total de 7 099 411 voix, les communistes et les sociaux-démocrates en ont obtenu ensemble 3 601 669, soit 50,72 %, la majorité; sur un total de 300 mandats, ils en ont obtenu 153, soit plus de la moitié.

Il faut noter une différence significative entre le résultat en Bohême-Moravie et celui en Slovaquie. Dans la partie tchèque, la part communiste – social-démocrate des voix est de 55,76 %, dans la partie slovaque seulement de 33,59 %.

En Bohême-Moravie, le Parti Communiste est, à l'exception d'une seule circonscription, le Parti en tête dans toutes les circonscriptions électorales. Il est de plus le Parti le plus fort dans toutes les grandes villes, dont la capitale Prague.

Il est, enfin, la force dominante dans les parties largement paysannes du pays. Cela prouve qu'il n'est pas seulement le parti le plus fort chez les ouvriers, mais également dans la

paysannerie.



Il a en même temps de fortes positions chez les employés et les fonctionnaires, les artisans et les commerçants, les professions libérales.

Le Parti Communiste de Tchécoslovaquie est aujourd'hui sorti du cadre d'un « pur parti ouvrier » et il est devenu un vrai parti populaire, la force dominante de l'ensemble du peuple travailleur.

La défaite qu'ont connu les forces réactionnaires aux élections est absolument claire. Comme les anciens partis réactionnaires sont interdits, la réaction tchèque s'est cachée derrière les socialistes nationaux tchèques et le parti populaire catholique, tentant d'influencer la campagne électorale de ces deux partis.

Les éléments réactionnaires du parti des socialistes nationaux tchèques ont voulu avant les élections faire sauter le Front National et imposer le retrait de leur parti du programme gouvernemental et des mesures de nationalisation. Le peuple a condamné de manière

déterminée une telle attaque à l'encontre de l'unité nationale.

Le parti des socialistes nationaux tchèques escomptait sortir des élections comme parti le plus fort, en récupérant par sa politique les voix des partis réactionnaires désormais interdits. Au lieu de cela, il est loin derrière les communistes ; il n'a obtenu en Bohême et en



Moravie que 23,66 % des voix. Le parti populaire catholique a eu encore moins de voix, avec 20,23 %.

Même la presse réactionnaire en Europe de l'Ouest ne saurait douter de ce jugement absolument clair du peuple en Tchécoslovaquie, même si c'est contre leur ligne. Elle est dans l'obligation d'admettre que ces élections parlementaires étaient démocratiques à 100 %, où tous les partis candidats – 4 dans la partie tchèque, également 4 dans la partie slovaque – ont disposé des mêmes conditions et ont pu mener une propagande électorale nullement empêchée par personne.

Les anciens électeurs des partis réactionnaires désormais interdits (parti agraire, parti [fasciste] de Hlinka) se sont même vus donner la possibilité, s'ils ne voulaient pas voter pour un des partis présents, de choisir un vote blanc. Il est caractéristique de l'activité politique des masses que même pas un demi pour cent des électeurs ont utilisé ce vote blanc.

Le développement progressiste à gauche que connaît la Tchécoslovaquie depuis une année a été confirmé par les résultats électoraux. Le peuple travailleur a validé toutes les mesures démocratiques de rupture du gouvernement du Front National pour le remodelage politique et économique de la République.

Il a repoussé toutes les influences internes et externes de la réaction qui entendent bloquer, faire reculer le développement démocratique et progressiste. Ont été en particulier confirmés par le peuple :

- * l'instauration du régime de la démocratie populaire, incarné par les commissions nationales dans les communes, les arrondissements et les régions, et par le gouvernement de Front National des Tchèques et des Slovaques ;
- * la réalisation de la nationalisation de l'ensemble de l'industrie lourde, des industries de l'énergie, des grandes entreprises de l'industrie légère, des banques et des assurances ;
- * la réalisation de la réforme agraire ;
- * la transformation de la Tchécoslovaquie en un État slave des Tchèques et des Slovaques, sans minorité allemande et hongroise [avec

Språvná vztaly mezi družitevníky a trežívá spolupráca sa mehou vytvežíl jan tehdy, když su družitevnící vypořádojí i kuloky a jejich pemecníky, kteří se da družitev vetřelí a kteří družitvo szevníř rozkládají.

I dajon KDROM GOTWIEM zvánstnosta vzdak dosliturníky ar den N. B. ED.

l'expulsion de plus deux millions d'Allemands et de cent mille Hongrois ayant pris parti pour les régimes fascistes allemand et hongrois en en devenant citoyens];

- * le règlement national des relations entre le peuple tchèque et le peuple slovaque, sur la base de l'égalité des droits et de la reconnaissance du peuple slovaque comme nation en tant que telle ;
- * la politique étrangère, dont le solide fondement est l'amitié et un étroit travail en commun avec les États slaves, en particulier l'Union Soviétique.

Ce qui nous intéresse en particulier dans ces résultats électoraux, c'est la question : par quelle politique est-ce que le Parti Communiste a obtenu une telle influence de masse ? Comment s'est mise en place la majorité communiste – social-démocrate aux élections ?

Pour répondre à cela, nous devons d'abord étudier les traits essentiels de la libération nationale du peuple tchèque et slovaque du fascisme hitlérien, parce qu'ils déterminent la ligne politique du Parti Communiste.

La Tchécoslovaquie a été occupée par l'Allemagne hitlérienne pendant plus de six ans. La domination mise en place par Hitler dans ce pays était barbare ; elle menaçait le peuple tchèque dans son existence nationale. Si les nazis avaient vaincu, ils n'auraient pas hésité à déplacer les Tchèques n'importe où ailleurs ou même à les exterminer.

Après que le peuple tchèque, opprimé pendant 300 ans par la vieille Autriche, ait ainsi vu son existence étatique autonome volé, il a connu le même destin après vingt années de liberté.

L'instauration de la République tchécoslovaque a été rendue possible par l'effondrement de la monarchie austro-hongroise ; cette fois la libération est allée avec le démantèlement du régime nazi et la défaite militaire totale du troisième Reich.

La libération de la Tchécoslovaquie est venue de l'Est. Ce fut l'Union Soviétique – une grande puissance slave – et son armée rouge, qui ont libéré les Tchèques et les Slovaques de l'oppression et de l'esclavage allemands-fascistes.



Alors que la révolution russe d'Octobre 1917 avait déjà beaucoup contribué à la réalisation de la république tchécoslovaque en 1918, cette fois le peuple russe a versé beaucoup de sang pour sauver les petits peuples frères slaves de la disparition.

Cela et le fait que désormais la Tchécoslovaquie a une frontière commune avec l'Union Soviétique [alors que la partie orientale du pays,

carpathique ukrainienne, a rejoint l'Ukraine], sont solidement ancrés dans la pensée politique des Tchèques et des Slovaques.

Tout comme dans d'autres pays occupés, l'ancienne couche dominante de la bourgeoisie financière, industrielle et agraire a fait faillite idéologiquement, politiquement et moralement en Tchécoslovaquie pendant la période nazie.

Elle a préparé avec l'agent hitlérien Henlein les décisions [des accords] de Munich ainsi que le 15 mars 1939, elle a servi Hitler pendant six années et essayé de gagner le peuple tchèque à une collaboration avec le fascisme allemand. Elle a été néfaste en agissant dans le dos du peuple dans sa libération nationale.

Alors que des dizaines de milliers de combattants étaient jetés dans les camps de concentration, ou exécutés, la grande bourgeoisie tchèque a trahi la nation et l'État et a profité des guerres de Hitler. C'est pourquoi cette couche autrefois dominante a pour toujours perdu, d'après le peuple, de pouvoir parler au nom de lui et de guider la République.

Le droit de gouverner, c'est maintenant le peuple travailleur qui l'a dans les villes et les campagnes.

À l'exception d'une couche proportionnellement petite de traîtres et de collaborateurs, le peuple tchèque et slovaque a été uni dans sa résistance contre la domination étrangère. Il a formé une unité nationale contre les occupants et les traîtres, un large front national, qui a été forgé dans les actions de sabotage et de partisans, dans les camps de concentration et les prisons, le soulèvement slovaque dans et le soulèvement praguois de mai.



Cette unité nationale, le peuple la regarde comme le bien le plus précieux et entend à tout prix le conserver également après la libération, dans la période de reconstruction de la République.

Le Parti Communiste s'est fondé sur ces faits essentiels dans sa politique après la libération du pays. Il était essentiel que le Parti dispose d'une estimation claire du caractère de la révolution en cours.

Il a dit aux masses populaires : « Du point de vue de la Tchécoslovaquie et du point des autres ennemis de l'Allemagne hitlérienne, la guerre a été une guerre juste, une guerre démocratique, une guerre de libération nationale.

Il résulte de ce caractère national et démocratique de la guerre que les conséquences révolutionnaires immédiates de la défaite allemande ont un caractère avant tout national, antifasciste et démocratique pour la Tchécoslovaquie. »

La lutte pour la liberté nationale a été une lutte sans compromis contre l'occupation étrangère du fascisme allemand et contre sa propre traître oligarchie grande-capitaliste et grande-agraire et la réaction.

Le peuple ne voulait pas pour après la victoire un retour à la situation de 1938. Le Parti Communiste s'est ainsi fait l'agent de la volonté populaire en faisant en sorte de réaliser une nouvelle, authentique République de démocratie populaire directement issue de la pensée provenant de la révolution nationale.

Une république de démocratie populaire dont les fondements ont été formulés de manière si prégnante et compréhensible par tout un chacun dans le programme gouvernemental de Kosice.

Ce programme du premier gouvernement du Front National a été élaboré par les communistes et signé par



tous les partis. Les communistes ont inlassablement lutté pour sa réalisation conséquente et mobilisé les larges masses. Aucun parti n'a eu l'autorisation de se retirer du programme accepté et signé, car derrière lui il y avait l'écrasante majorité du peuple.

Le problème principal de chaque révolution, également de la révolution nationale et démocratique en Tchécoslovaquie, est la question du pouvoir.

Il s'agissait d'empêcher que la clique traître de la bourgeoisie financière et agraire, qui gouvernait la République avant 1938, parvienne de nouveau au pouvoir avec la renaissance de l'État.

En même temps, il s'agissait d'imposer que de manière réelle et correspondante comptent la volonté et le pouvoir du peuple travailleur, qui avait porté la charge principale de la lutte de libération nationale.

Quelle a été la voie et quelle est-elle encore dans la réalisation de ce but ?

Avant tout ont été mis hors d'état de nuire dans la vie politique les représentations politiques des couches traîtres, des partis réactionnaires existant auparavant (parti agraire, parti de Hlinka, etc.), par l'interdiction c'est-à-dire la non-autorisation dans le nouvel État.

Par là il a été rendu possible aux simples soutiens individuels de ces pays, du moment qu'ils n'étaient pas compromis dans une collaboration avec l'occupant, de rejoindre les partis du Front National ou les organisations unies de masse mises en place.

Tous ceux par contre qui avaient nui aux intérêts de la nation ou de l'État ont fait face (ou vont le faire) à un tribunal populaire, ou condamnés pour les cas les plus légers selon le décret gouvernemental « sur l'honneur national » .

Le nouveau régime en Tchécoslovaquie ne doit pas, suivant la volonté du peuple, être une réédition de la République de 1918-1938. Cela ne doit pas être un régime de la démocratie simplement parlementaire formelle, mais la domination d'une réelle démocratie populaire, où le peuple peut sans intermédiaires participer à l'administration étatique et publique.

Ou, en d'autres mots, où ce ne sont pas simplement des députés élus qui peuvent décider, mais où la

réalisation des lois, décrets et décisions gouvernementales repose dans les mains de gens qui ont été choisis par le peuple leur confiant une mission déterminée.

C'est ainsi que sont nés de nouveaux organes démocratiques populaires sous la forme des commissions nationales comme porteuses de l'administration étatique et publique.



Il y a des commissions nationales dans les communes, les arrondissements et les régions, en lieu et place des anciennes représentations à ces niveaux, avec la grande différence que ces organes ne sont pas simplement des organes d'auto-administration donnant conseil ou prenant des décisions, mais possèdent également le pouvoir de mise en place.

Les commissions nationales sont élues par le peuple, sont sous contrôle permanent, et chaque membre peut être à tout moment révoqué.

Dans la première République, les porteurs de l'administration étatique et publique formaient une bureaucratie étrangère au peuple, l'administration reposait sur des gens relevant de la bureaucratie locale et des gendarmes.

Maintenant, elle est dans les mains des ouvriers, des paysans et des intellectuels, des représentants du peuple travailleur, qui ne permettent pas que l'appareil d'État et l'administration publique n'agissent contre les intérêts du peuple et de l'État, que la police soit employée contre la classe ouvrière, etc.

Le système des commissions nationales est un système non-bureaucratique, qui se montre excellent dans la pratique et a permis à des dizaines de milliers de travailleurs la participation active à l'administration d'État.



C'est, en plus de cela, un pas d'une signification réellement révolutionnaire, qui marque de manière ouverte la Tchécoslovaquie du sceau de la République populaire.

Afin que le pouvoir politique reste dans les mains du Front National, c'est-à-dire dans les mains du Bloc des ouvriers, paysans, artisans et commerçants et des intellectuels travailleurs, il faut qu'il soit cimenté par des mesures économiques d'envergure.

Il doit y avoir la garantie que les cercles auparavant dominant ne puissent pas mener une seconde fois la nation et l'État à la catastrophe. L'interdiction des partis réactionnaires ne suffit pas en soi. La

grande bourgeoisie traître doit également être économiquement désarmée.

Cela a été réalisé par une large nationalisation de l'industrie, des banques et des assurances. Ont été nationalisés de manière planifiée l'ensemble des mines, de l'électricité et du gaz, les grandes entreprises du reste de ce qui touche à l'énergie, tout comme l'ensemble du secteur privé des banques et des assurances.

Il existe encore à côté de ce secteur nationalisé de l'économie un large secteur privé, formé des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du commerce.

La grande action de la nationalisation n'a pas été présentée par le Parti Communiste comme une mesure socialiste, comme une abolition du capitalisme, mais comme une nécessité nationale et démocratique au renforcement de la République, pour garantir

l'existence nationale du peuple tchèque et slovaque, comme une mesure pour la punition des criminels de guerre et des traîtres, et la nationalisation a été en ce sens comprise et unanimement appuyée par le peuple.

La réforme agraire qui a été réalisée poursuivait avant tout l'objectif de faire passer l'ensemble des terres en possession allemande dans les mains des paysans, paysans sans terre et ouvriers agricoles tchèques.

C'était en même temps un coup contre les traîtres et les collaborateurs des rangs des grands propriétaires terriens, car eux aussi ont été expropriés sans dédommagement.

La révolution en Tchécoslovaquie a été nationale, antifasciste et démocratique. Elle a été nationale, parce que le pouvoir est de nouveau passé des mains des oppresseurs allemands (et hongrois) au peuple tchèque et slovaque.

Elle a été antifasciste, parce que les occupants consistaient en le fascisme allemand (et hongrois).

Elle a été démocratique, parce qu'elle s'est également dirigée contre les soutiens autochtones aux occupants, c'est-à-dire contre la réaction tchèque et slovaque, qu'elle a attaqué ses positions de pouvoir politiques et économiques.

Comme la révolution était nationale, elle devait évidemment être anti-allemande et anti-hongroise. Il est nécessaire de politiquement comprendre cela, afin que soient comprises les mesures prises en Tchécoslovaquie contre les minorités allemande et hongroise.

La grande majorité des Allemands des Sudètes et également une grande partie de la population hongroise ont joué en 1938 et durant les années



d'occupation le rôle de cinquième colonne. Ils ont soutenu le fascisme allemand et hongrois contre le peuple tchèque et slovaque.

La conséquence qu'en ont tiré les Tchèques et les Slovaques est qu'ils ne voulaient plus vivre avec la minorité allemande et hongroise et ont exigé leur expulsion. Cette exigence a également été approuvée à la conférence de Potsdam par les trois grandes puissances.

La grande question liée à celle de l'expulsion des Allemands était celle de savoir si le gouvernement tchécoslovaque serait en mesure de peupler de manière suffisante les territoires aux frontières avec des ouvriers, paysans et artisans tchèques, afin que l'activité des entreprises continue et que les sols soient cultivés.

Aujourd'hui, on peut dire que cette tâche a été réalisée avec succès, car dans les territoires des Sudètes il y a déjà presque deux millions de Tchèques venus de l'intérieur du pays. La grande œuvre du peuplement a été rendu possible grâce à l'excellente activité du Parti Communiste; sans le Parti cela n'aurait pas été possible.

Le Parti a montré une grande sagesse étatique dans la résolution de la question slovaque, c'est-à-dire dans le règlement des rapports nationaux entre Tchèques et Slovaques.

La manière avec laquelle le fascisme hitlérien a utilisé la question slovaque non résolue en 1938/1939 est connue ; elle avait comme but de séparer les Slovaques des Tchèques, par la formation d'un État - marionnette slovaque « autonome ».

Le peuple slovaque a cependant prouvé par son soulèvement en 1944 qu'il n'était pas d'accord avec cet « État » et ce régime, qu'il voulait ensemble avec le peuple tchèque la renaissance de la République tchécoslovaque.



Cela a donné la possibilité au Parti Communiste de faire triompher devant les autres partis et l'ensemble du peuple tchèque une résolution de la question nationale en apparence simple, en réalité cependant la seule juste : la reconnaissance que les Slovaques forment une nation tout comme les Tchèques, que la Tchécoslovaquie libérée doit être un État de deux nations avec les mêmes droits, que les Slovaques gouvernent en Slovaquie et les

Tchèques dans les régions tchèques, et que chaque question d'État qui concerne la République commune doit être résolue dans un mutuel accord.

Six années d'occupation et la guerre hitlérienne ont causé de lourds dégâts économiques à la Tchécoslovaquie. Rien que les dégâts directement provoqués par la guerre, même s'ils sont bien moins importants que dans d'autres pays (comme la Pologne, la Yougoslavie), concernent 50 milliards de couronnes; les dégâts relevant du pillage économique concernent une somme par contre éminemment plus grande.



La reconstruction de l'économie a été un des principaux problèmes de la République libérée. Et le Parti Communiste a été en première ligne également dans cette tâche. Il a expliqué aux masses que les difficultés économiques ne pourraient être surmontées que par le travail impliqué et plein de sacrifices de toute la nation.

Que ce n'est que par le travail qu'il serait possible d'en revenir au niveau de vie d'avant-guerre.

L'initiative du Parti a été de mobiliser, pour une participation de toutes leurs forces à la reconstruction économique, les organisations syndicales, les conseils d'entreprises, les commissions nationales, les associations paysannes, les associations de jeunesse.

Un mouvement stakhanoviste s'est

développé dans les mines, dans beaucoup d'entreprises se sont formées des commissions de productions avec les ouvriers et les ingénieurs, des centaines de milliers de travailleurs ont travaillé bénévolement le dimanche.

Rien qu'une action mise en place par l'organisation praguoise du Parti Communiste a permis de fournir un million d'heures bénévoles à la République et cet exemple a été suivi de manière enthousiaste dans d'autres villes industrielles.

Le résultat de ces efforts a été qu'au début de l'année 1946 les difficultés les plus grandes dans le transport avaient été résolues, que la production



des mines avait dépassé celle d'avant-guerre, que la production des industries lourde et légère connaissait une croissance constante, que les chiffres d'affaires du commerce intérieur et extérieur progressaient et que l'alimentation de la population était assurée.



Par une réforme monétaire déterminée et par une régulation des prix et salaires, l'inflation fut évitée et le salaire réel maintenu. De tous les pays d'Europe centrale et d'Europe du sud-ouest, la Tchécoslovaquie est au premier rang en ce qui concerne la reconstruction de l'économie.

Par le vote de confiance obtenu par le Parti Communiste aux élections parlementaires ont été encore renforcés sa position de plus fort parti du peuple travailleur et de parti guide du gouvernement et de l'État.

Ce n'est pas immérité. Cela a été conquis par un travail exemplaire pour le peuple travailleur, pour l'ensemble de la nation et pour la République.

Aux yeux des masses populaires, le Parti Communiste est aujourd'hui la force qui permet la réalisation du développement démocratique continu de l'État, la sécurité de la République, l'ordre démocratique et une vie meilleure pour toutes les couches du peuple travailleur.

Pour le Parti, il n'y avait ainsi aucune obligation de modifier les fondements de sa politique et de son programme après les élections.

Il propose toujours le maintien et le renforcement du Front National qui est l'expression politique pour le Bloc social des ouvriers, des paysans, des artisans et commerçants et des intellectuels.

Ce bloc, qui s'est développé dans la lutte de libération nationale, a fait ses preuves lors de la première année de la République, et il est nécessaire de le maintenir dans la période de reconstruction.



Le nouveau gouvernement formé après les élections parlementaires est de nouveau un gouvernement du Front National, établi sur la base d'un programme concret, que réaliseront ensemble tous les partis présents au gouvernement.

Le nouveau programme gouvernemental est un développement prolongé du premier programme, du programme de Kosice, et contient les points fondamentaux suivants :

Un plan de deux ans de reconstruction économique de la République, la modernisation et la décentralisation de la construction administrative étatique où les commissions nationales doivent obtenir encore plus de droits, la réalisation d'une réforme fiscale, la continuation de l'épuration dans la vie publique, l'organisation accélérée de l'économie nationalisée et l'élaboration des éléments essentiels d'une nouvelle constitution afin d'ancrer les conquêtes

et progrès de la démocratie populaire jusque-là.

Il y a au sein du Front National un travail en commun très étroit entre le Parti Communiste et le Parti Social-démocrate. Les deux partis incarnent l'influence de la classe ouvrière dans le Front National, et par leur travail en commun amical et étroit ils amènent à faire adéquatement valoir le pouvoir et l'influence de la classe ouvrière.

La classe ouvrière tchécoslovaque a compris qu'il fallait mettre en place des rapports tels avec les autres couches populaires, en particulier à la paysannerie et les travailleurs intellectuels, que soient renforcées les relations amicales qui se sont produites pendant la guerre.

Les intérêts de la classe ouvrière ne sont nullement opposés aux intérêts des autres couches travailleuses. La classe ouvrière ne s'est pas limité à représenter ses



intérêts de classe, mais a également représenté les exigences de la paysannerie, des artisans et commerçants, des intellectuels et au-delà de l'ensemble de la nation et de l'État.

Elle a prouvé qu'elle représente les intérêts du peuple et de l'État de meilleure manière que la classe dominante précédente.

La réaction avait une longue expérience de gouvernement. La classe ouvrière n'avait pas une chose telle. Mais elle a appris à gouverner et elle a très rapidement appris. Et, aujourd'hui, la classe ouvrière tchécoslovaque, ensemble avec les autres couches populaires travailleuses, conduit l'État de manière meilleure que nulle part ailleurs la bourgeoisie.

Front populaire et démocratie populaire

La question de savoir comment les changements révolutionnaires vont exister dans notre pays peut être résolue si l'on prend en compte à la fois les particularités propres à la France, et les tendances universelles propres à toute une phase historique.

Les lois historiques concernant la crise du mode de production capitaliste et le renforcement des monopoles, jusqu'à l'avènement du régime fasciste

Le mode de production capitaliste connaît une phase ascendante dans la mesure où un **cycle d'accumulation** se lance, une phase descendante dans la mesure où la chute tendancielle du taux de profit, expliquée par Karl Marx dans *Le capital*, produit nécessairement un tassement et effondrement de la capacité à accumuler le capital.

Pour cette raison, les déséquilibres au sein du capital lui-même amène le renforcement toujours plus grand du capital financier et des monopoles, qui l'emportent tendanciellement dans le contrôle de l'économie et de l'appareil d'État.

La conséquence en est d'un côté l'accroissement des formes sociales et étatiques anti-démocratiques, de l'autre l'expression d'une logique de guerre ; ce processus aboutit à un saut qualitatif sous la forme d'un nouveau régime, le fascisme.

L'Internationale Communiste a, avec justesse, défini le fascisme de la manière suivante :

« Le fascisme au pouvoir est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier. »

L'Internationale Communiste a également, avec justesse, défini l'antifascisme comme le **front populaire unissant la classe ouvrière, les**

masses populaires ainsi que les couches sociales opposées aux monopoles.

Georgi Dimitrov, dans L'Offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme, constate ainsi au sujet du Front populaire antifasciste :

« Dans l'œuvre de mobilisation des masses travailleuses pour la lutte contre le fascisme, une tâche particulièrement importante consiste à créer un vaste Front populaire antifasciste sur la base du front unique prolétarien.

Le succès de toute la lutte du prolétariat est étroitement rattaché à l'établissement d'une alliance de combat avec la paysannerie laborieuse et la masse fondamentale de la petite bourgeoisie urbaine, qui forment la majorité de la population même dans les pays d'industrie développée. »

Le Front populaire antifasciste n'est ainsi pas offensif, mais défensif, dans la mesure où il s'oppose au fascisme et se contente de s'opposer au fascisme; il n'a pas comme objectif le socialisme.

Cependant, la nature défensive de ce Front populaire, de par l'agressivité toujours plus grande du fascisme et des monopoles, possède une dimension offensive : celle d'une bataille pour la démocratie populaire contre la tyrannie des monopoles.

En ce sens, dans le cadre du Front populaire antifasciste, les communistes représentent la fraction en faveur de la démocratie populaire, c'est-à-dire de la défense la plus intransigeante du progrès et de la culture, contre l'exploitation et la guerre.

L'antifascisme a ainsi deux aspects :

- il est l'unité la plus large, sur une base démocratique, dans une logique de front ;
- il est le lieu d'une affirmation de la nécessité, pour l'esprit démocratique, de rompre avec les monopoles et ce qu'ils présupposent : le mode de production capitaliste lui-même.

La dialectique Front populaire – démocratie populaire

Lorsque, dans des conditions historiques concrètes, le Front populaire triomphe du capital financier et des monopoles, il se produit une confrontation inéluctable avec ceux-ci, produisant un conflit entre la réaction sous la forme du fascisme d'un côté, un régime antimonopoliste sous la forme de la démocratie populaire de l'autre.

La démocratie populaire n'est pas le socialisme ; c'est un régime antiréactionnaire, s'opposant à toutes les tentatives et tendances d'aller dans le sens du capital financier et des monopoles.

En France, le Front populaire qui s'est affirmé en 1936 n'a pas été en mesure d'aboutir à la démocratie populaire. Le Parti Communiste a considéré que le Front populaire suffisait; il n'a pas compris qu'à la ligne défensive devait se conjuguer l'affirmation de la démocratie populaire.

Cette incompréhension tient au trop faible niveau idéologique et culturel du Parti Communiste dans notre pays, aboutissant à la décadence et à l'intégration, sous l'égide de **Maurice Thorez**, du Parti Communiste dans les institutions, malgré la vaste initiative de Résistance durant l'Occupation allemande et le régime pétainiste.

Dans le cadre de la République espagnole et du Front populaire, le Parti Communiste d'Espagne a réussi des avancées bien plus grandes vers la démocratie populaire, notamment avec la mobilisation des syndicats UGT et CNT, mais la défaite devant les armées de Francisco Franco soutenues par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste a empêché la réalisation concrète d'un nouveau régime.

Le Parti Communiste de Grèce a, pareillement, développé de manière significative la perspective de la démocratie populaire, à la suite de la lutte antifasciste du peuple grec face à l'occupation allemande, bulgare et italienne. Toutefois, l'intervention anglaise et américaine, appuyée par la trahison de la Yougoslavie de Tito puis du révisionnisme soviétique, a bloqué l'avènement du nouveau régime.

Par contre, dans les pays de l'Est européen après 1945, les Fronts populaires ont abouti au régime de la démocratie populaire, sur la base de la vaste activité antifasciste et en profitant des succès de l'armée rouge, cette dernière empêchant la réaction de reprendre le dessus et de liquider les avancées démocratiques.

Cela amène la nécessité de souligner deux points.

Tout d'abord, s'il est juste de considérer que la démocratie populaire préfigure le socialisme, cela ne veut nullement dire que les couches sociales alliées dans le Front populaire antifasciste deviendraient à un moment des ennemis : il s'agit ici de convaincre que le progrès, la culture, la civilisation, passe par la socialisation.

Une telle étape s'étalera inévitablement sur toute une période, où la classe ouvrière prouvera qu'elle est capable de diriger la société.

Or, pour que cela soit possible, il faut cependant que la classe ouvrière ait été en mesure de renverser la bourgeoisie et son appareil d'État : les modalités historiques d'un tel renversement restent à déterminer, dépendant du parcours propre à chaque pays dans la lutte des classes.

Toutefois, il est possible d'affirmer que la démocratie populaire est le produit naturel du Front populaire antifasciste lorsque la classe ouvrière témoigne aux yeux des larges masses qu'elle est, elle seule, capable de conduire le Front populaire à la victoire de ses propres objectifs, alors que la bourgeoisie est disqualifiée, se tournant ouvertement vers la réaction par un esprit de classe à la fois anti-démocratique et tourné vers l'exploitation.

Cela a été le cas tendanciellement en Espagne, tout comme en Grèce, selon des modalités propres à la situation de ces pays dans les années 1930 et 1940 ; cela sera également le cas dans notre pays.

Les obstacles au Front populaire dans notre pays aujourd'hui

La différence majeure entre la situation actuelle et les exemples historiques de Front populaire tient à ce qu'il n'existe pas de mouvement de masse ancré tant dans la social-démocratie que dans le communisme.

Ce n'est pas le seul souci, le seul frein : il se pose aussi la question de la lisibilité du renforcement de la réaction.

Le développement de la réaction et du fascisme ne suit pas un cours linéaire, étant donné qu'il est le produit de la crise du mode de production capitaliste et de ses soubresauts. Ces derniers peuvent être idéologiques, comme l'opposition au Front National entre une ligne sociale-républicaine démagogique et une ligne néo-conservatrice catholique.

Mais il est également bien connu d'ailleurs que l'impérialisme russe, dans le cadre de sa politique étrangère agressive et son interventionnisme militaire comme en Ukraine, appuie de nombreuses organisations d'extrême-droite en Europe, afin d'agrandir ses soutiens et

de gagner des alliés. Une série de crises, d'événements graves notamment militaires, peut masquer le processus de fascisation, de marche à la guerre, en précipitant les choses, les imposant par les faits.

A cela s'ajoute encore la double nature du réformisme qui, selon les séquences, entre en conflit ouvert avec la réaction, par sa volonté de connexion avec les masses, ou bien soutient au contraire le processus de fascisation par fidélité aux institutions. Cette nature ambivalente du réformisme a posé beaucoup de soucis dans les années 1930, le réformisme pouvant se présenter sous une forme social-fasciste ou au contraire prête à s'opposer à la réaction.

Cela n'aide pas les masses à y voir clair et cela d'autant plus qu'il y a une faiblesse terrible du communisme dans notre pays, dans sa forme synthétisée et organisée que nous représentons. L'écho de notre dynamique politique, idéologique, culturelle, est encore bien trop restreint, marginal.

Nous payons ici, malgré nous, le prix de la déchéance politique de la gauche française non réformiste, qui est pétrie de romantisme, largement déformée par le révisionnisme, l'anarchisme, le trotskysme, n'ayant par conséquent aucune connaissance du marxisme à part à travers de vagues concepts. A cela s'ajoute un chauvinisme parfois virulent lié à l'anti-américanisme d'une partie de la bourgeoisie, ainsi que de très graves influences antisémites.

Cette faillite générale de la gauche non réformiste va de pair avec une décomposition n'arrangeant pas les choses.

Tous ces éléments, associés au fait que, si l'on considère que le fascisme c'est la dépolitisation générale, alors le terrain en France aujourd'hui lui est résolument propice, font qu'il existe un retard très important dans la conscience des masses sur le processus de fascisation en cours.

Mais ce n'est qu'un aspect de la question.

Les dynamiques nouvelles ne manqueront pas d'apparaître

Nous insistons sur le fait qu'une telle situation ne peut être que temporaire historiquement et ne tient qu'aux détours pris historiquement dans les luttes de classe ; il faut voir sur le long terme et raisonner en termes de dispositifs calibrés de telle manière à s'ancrer dans l'histoire.

Lors de la seconde partie des années 2000, nous avions par exemple diffusé le concept de groupe autonome antifasciste, assumant la bannière de l'action antifasciste, afin de prévenir quant à la montée du fascisme et de permettre que se forment, aussi petites soient-elles, des structures locales antifascistes qui auraient alors une expérience et une certaine crédibilité lors d'une aggravation de la situation.

La raison de cette initiative est que, si dans les années 2000 le Front National apparaissait comme moribond, nous avions considéré que le « non » au référendum sur la constitution européenne de 2005 impliquait sa très forte réaffirmation politique.

Nous avions en tête que le fascisme se développerait de manière inexorable en tant que forme sociale produite par le renforcement du capital financier et des monopoles et qu'il fallait développer un principe, afin que le moment opportun historiquement, il puisse apparaître dans le dispositif général de l'antifascisme.

Nous savions pertinemment que cet effort nécessaire avait peu de chances de succès de par nos très faibles forces, mais nous avons espéré qu'au sein de l'extrême-gauche il y aurait suffisamment d'éléments conscients pour voir l'utilité et le sens d'une telle démarche. Nous n'avions aucune illusion sur le fait d'être en mesure de maintenir sur le long cours un tel projet : nous n'avons pas raisonné en mois ni même en années, nous avons raisonné à l'échelle de décennies.

C'est la raison pour laquelle nous ne pensons pas que cet effort historique a été vain, même si aujourd'hui un « antifascisme radical » de type ultra-gauche a récupéré l'expression « action antifasciste », niant précisément ce qu'a été l'action antifasciste en Allemagne dans les années 1930, à savoir la tentative de former un équivalent du Front populaire.

En effet, l'idée de former un groupe autonome antifasciste reste une idée qui est désormais relativement connue chez beaucoup de progressistes et par conséquent elle se réaffirmera lorsqu'il s'agira d'affronter réellement le fascisme, en appuyant des projets décentralisés, ancrés dans un terrain local, capables d'unifier les initiatives.

Les idées anarchistes et d'ultra-gauche ne sont que des aléas éphémères, produits par la crise de la petite-bourgeoisie ; cela n'est rien par rapport aux tendances historiques, que sont la réaction et le

fascisme d'un côté, la démocratie populaire et le communisme de l'autre.

C'est de cette manière qu'il faut évaluer les phénomènes et l'exemple du mouvement « **Je suis Charlie** » est pertinent. L'ultra-gauche a affirmé que ce mouvement était réactionnaire, nous avons dit qu'il représentait une forme démocratique, même si limitée. Or, on voit très bien aujourd'hui qu'aucun candidat aux élections présidentielles de 2017 n'aborde la thématique « Je suis Charlie », justement de par sa charge démocratique.

A ce titre, il serait erroné de penser que le Front populaire émergera de manière naturelle de groupes locaux ayant l'action antifasciste comme démarche. En effet, ce serait là ne pas prendre en considération la société dans son ensemble et le rôle des luttes des classes ; ce serait aboutir à une démarche réductrice, réactivant le syndicalisme-révolutionnaire sous une autre forme.

En réalité, des formes nouvelles se produiront, des dynamiques nouvelles émergeront, car la séquence actuelle oppose le fascisme à la démocratie populaire, la réaction au Front populaire.

C'est de cette manière qu'il faut comprendre aujourd'hui la société française qui, vue de cette manière, est porteuse de très nombreuses choses, à condition de posséder la grille de lecture correcte.

Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste) *Février 2017*





Le mode de production capitaliste connaît une phase ascendante dans la mesure où un cycle d'accumulation se lance, une phase descendante dans la mesure où la chute tendancielle du taux de profit, expliquée par Karl Marx dans *Le capital*, produit nécessairement un tassement et effondrement de la capacité à accumuler le capital.

Pour cette raison, les déséquilibres au sein du capital lui-même amène le renforcement toujours plus grand du capital financier et des monopoles, qui l'emportent tendanciellement dans le contrôle de l'économie et de l'appareil d'État.

Cela provoque le développement de la réaction, jusqu'au fascisme et la guerre impérialiste. Cependant, au fascisme s'oppose la démocratie populaire, à la réaction le Front populaire.

Consultez, étudiez les documents sur :

materialisme-dialectique.com